

Europe

ALLEMAGNE : ÉTAT DES LIEUX À UN AN DE L'ÉLECTION FÉDÉRALE

Gabriel Richard-Molard

25/05/2016

À un an de l'élection fédérale en Allemagne, Gabriel Richard-Molard met en avant les difficultés rencontrées par la majorité conservatrice (CDU et CSU), menée par Angela Merkel, et par le parti social-démocrate (SPD) face à la montée de l'extrême droite, représentée par l'AfD.

Les observateurs aguerris de l'Allemagne connaissent bien évidemment Hélène Fischer, chanteuse allemande de *schlager* (ou kitsch-pop en français), connue pour son titre *Atemlos durch die Nacht* ou en français « Essoufflée à travers la nuit ». La grande coalition entre les sociaux-démocrates du SPD et les conservateurs de la CDU à un an de l'élection fédérale donne, quant à elle, l'impression d'être « essoufflée à travers le pouvoir » ou plutôt à bout de souffle, tant les problèmes s'amoncèlent au-dessus de celle-ci. L'affaire Böhmermann, la crise migratoire et ses conséquences sur la majorité conservatrice, les ratés de la politique sociale et les conséquences pour le vice-chancelier Sigmar Gabriel ou encore l'inexorable montée des extrémistes de l'AfD sont autant de défis qui pourraient mettre un terme à l'action de la grande coalition.

La montée de l'AfD, parti d'extrême droite

La vie politique allemande se lit au baromètre du sondage hebdomadaire relatif aux élections législatives. Ce 9 mai résonne comme un coup de tonnerre à un peu plus d'un an de l'élection législative. Le SPD passe en dessous de la barre des 20% d'intentions de vote en rassemblant 19,5% tandis que la CDU est à 30,5% soit, tout comme le SPD, son plus bas score historique. Les écologistes, traditionnellement troisième force politique du pays depuis l'élection de 2012, sont rétrogradés en quatrième position, se faisant passer devant par l'AfD (Alternative pour l'Allemagne), le nouveau parti d'extrême droite eurosceptique qui atteint son plus haut score historique avec 15%. Tout comme en France, où le Front national a su s'imposer comme troisième force politique du pays, ce parti eurosceptique et xénophobe a su capitaliser sur les engagements de la grande coalition en matière sociale et surtout sur les craintes suscitées par sa politique migratoire.

Présent au Parlement dans huit Länder, l'AfD a continué dans les six premiers mois de l'année 2016

à marquer des points jusqu'à devenir lors de l'élection de mars 2016, la deuxième force politique de Sachsen-Anhalt avec 24% des voix et la troisième force dans le Bade-Wurtemberg avec 15% des voix. Dans les deux cas, les sociaux-démocrates sont derrière avec respectivement 10 et 12%.

De manière intéressante, ce ne sont ni l'augmentation du taux de précarité de l'emploi, ni l'accroissement de l'inégalité de la répartition des richesses qui favorisent la montée de l'extrême droite en Allemagne. Considérant que le transfert des électeurs se fait principalement du camp social-démocrate vers l'AfD, tout pourrait effectivement laisser le penser. La réalité politique est autre. Au dernier congrès de l'AfD en février 2016 à Düsseldorf, les débats tournaient essentiellement autour de la migration et de la souveraineté économique. Comme en France avec le mythe de la France résistante et indépendante dans le monde, ce sont les mêmes éléments constitutifs d'une version nationale idéalisée qui sont centraux dans la rhétorique de l'AfD avec un pilier programmatique principal relatif à la nécessaire reconquête de la souveraineté nationale liée au *Deutsch Mark*. L'ennemi commun restant le même, comme en France, en la personne du réfugié ou de l'immigré qui viendrait profiter des prestations sociales en en privant ainsi le citoyen national.

Vers une implosion de la majorité conservatrice de la CDU et la CSU ?

Le cap donné à la politique migratoire par Angela Merkel est également au centre de toutes les préoccupations des deux partis de la majorité conservatrice. Tant à la CDU qu'au sein de son pendant bavarois de la CSU, de nombreuses voix continuent de s'élever pour demander un changement de cap de la politique migratoire de la Chancelière. Les appels se multiplient, comme par exemple celui du « Groupe de Berlin » qui a publié un nouveau document, le 11 mai 2016, demandant un arrêt de la politique « de gauche » de la Chancelière. Ces douze députés de la CDU et de la CSU dressent le constat que « la soi-disante modernisation du parti n'a qu'un seul effet qui est de créer une place durable à la droite du parti ». Parler de parti à la droite de la CDU n'est pas anodin puisque la droite allemande considère que, comme le disait, le leader de la CSU dans les années 1970, Franz Josef Strauß : « À droite de la CSU, il ne peut exister de parti démocratiquement légitime ». L'émergence d'un parti à droite des conservateurs a donc pour conséquence une remise en question fondamentale de leur ADN politique et explique la fronde actuelle au sein du camp conservateur.

Cet appel du Groupe de Berlin de la CDU-CSU fait écho aux discussions animées depuis plus d'un an au sein de la CSU bavaroise. Que cela soit par la voix de Horst Seehofer, l'actuel ministre-président de Bavière ou de son ministre des Finances Markus Söder, les menaces de séparation et de la fin de l'alliance, comme en 1976 entre la CSU et la CDU, se font de plus en plus claires.

Angela Merkel a mesuré tout le risque d'une telle implosion et multiplie ces dernières semaines les opérations de séduction politique, notamment aidée par Wolfgang Schäuble récemment invité à une soirée organisée par le grand quotidien économique *Handelsblatt* où il déclarait qu'une telle séparation du bloc conservateur serait une erreur historique.

Ces frictions sont à l'évidence à lier avec l'échéance électorale nationale de 2017 et c'est bien dans ce sens que Söder s'est exprimé en évoquant, par ailleurs, la possibilité d'une campagne CSU séparée de la CDU. Ces tensions qui sont directement connectées avec la peur pour les conservateurs de perdre leur électorat au profit de l'AfD se révèlent également fortes depuis le début du printemps 2016 au sein du parti-social démocrate qui traverse clairement une zone de turbulence.

Le SPD en difficulté

Le SPD semble ne profiter en rien de son accord de coalition avec les conservateurs. Le parti, qui avait été à l'initiative de toutes les avancées sociales du mandat comme le salaire minimum, n'en bénéficie d'une part aucunement dans les sondages, ni d'autre part à l'occasion des élections régionales comme dans le Bade-Wurtemberg où le duo écologiste-socialiste de 2011 s'est transformé en mars 2016 en binôme conservateur-écologiste. Par ailleurs, des déclarations extrêmement contre-productives comme celle d'Andrea Nahles, la ministre de l'Emploi et des Affaires sociales sur la nécessité de réduire encore plus les bénéfices sociaux des migrants citoyens de l'Union, ont largement contribué à la déstabilisation et la démobilisation de la base militante du parti. Pour finir, l'engagement des ministres SPD de la coalition ainsi que des représentants du parti sur des sujets de société transversaux, comme sur l'affaire Böhmermann, a été très faible, alors même que des prises de position fortes auraient pu avoir un effet politique bénéfique pour le SPD.

En effet, le comique Böhmermann, animateur d'une émission très similaire au *Petit Journal* en France, a publié fin mars une chanson satyrique ainsi qu'un poème-pamphlet à l'intention du président turc Recep Tayyip Erdoğan, où il le traite effectivement de zoophile et se gausse de la petitesse supposée de son sexe. À cette parodie grotesque, le président turc répond par l'ouverture d'une procédure devant les juridictions allemandes pour injure et diffamation. La Chancelière et le gouvernement fédéral ont validé l'application de l'article 103 du Code pénal qui prévoit l'interdiction d'injurier des dirigeants étrangers alors que d'après de nombreux juristes, l'application de cet article, historiquement daté, était clairement en rupture avec les droits fondamentaux et notamment la liberté d'expression garantie dans la première partie de la Loi Fondamentale.

L'annonce du sondage catastrophique du 9 mai pour le SPD n'est donc pas vraiment une surprise et avait vraisemblablement été anticipée par le parti qui avait organisé le même jour, une grande conférence sur l'égalité et sur les valeurs du Parti. Sigmar Gabriel, vice-Chancelier dont la mauvaise santé de ces dernières semaines avait laissé spéculer sur sa démission du poste de président du parti, est, à cette occasion, clairement passé à l'offensive politique.

Son objectif était de défendre son bilan, tout en se déclarant plus ou moins clairement candidat à la chancellerie en 2017 et surtout en faisant contrition des erreurs politiques depuis le début du mandat, mais aussi de celles de ses prédécesseurs comme Gerhard Schröder ou Peer Steinbrück. Tout en se prêtant à un jeu de questions/réponses avec, pour l'anecdote, une « véritable » salariée, agent d'entretien de son état, Sigmar Gabriel s'est laissé mettre en difficulté pour montrer un visage peut-être plus humain et plus déterminé à contenter son aile gauche en promettant par exemple une indexation de la taxe sur les capitaux des personnes physiques à leur taux d'imposition sur les revenus.

La coalition gouvernementale à bout de souffle

La pratique de la coalition gouvernementale arrive clairement à ses limites. Tant parce que le plus petit parti de cette coalition, le SPD, commence très sérieusement à ressentir les conséquences en termes électoraux de la cannibalisation de ses revendications par la CDU d'Angela Merkel notamment en matière de politique sociale et migratoire, tant parce que la position de leadership que l'Allemagne de la Chancelière a pris au sein de l'Union européenne et notamment sur les questions de politique financière et migratoire, vient bousculer sa majorité.

L'irruption d'un nouvel acteur politique national et régional, incarné par l'AfD dans les prochaines années, complexifie la situation parce qu'elle ouvre un nouveau front sur la droite des conservateurs et qu'elle peut donc très directement mettre en péril la stratégie d'empiètement sur le SPD puisqu'elle appelle, comme en France sous le gouvernement de Manuel Valls après les attentats de Paris et de Bruxelles, à un coup de barre politique vers la droite.

À un peu plus d'un an de l'élection législative, il semble peu crédible que la situation politique évolue autrement que par un recentrage des conservateurs et des sociaux-démocrates sur leurs revendications historiques. L'AfD souffrira certainement de cela par la reconquête progressive de la CDU de son électorat. L'avenir du SPD, à l'instar des autres partis sociaux-démocrates européens, est pour le moins incertain. Il semble néanmoins relativement évident que tant que ces partis ne se concentrent pas sur la reconquête de leurs électorats populaires, partis dans les partis populistes ou s'étant démobilisés, il y a peu de chance que la constante à la baisse de leurs

résultats électoraux ne s'infirmes (le SPD a perdu environ 20% de son électorat entre Gerhard Schröder et Sigmar Gabriel en dix ans).

Atemlos durch die macht ou à bout de souffle à travers l'exercice du pouvoir, voilà l'image que donne la grande coalition allemande à un peu plus d'un an des élections fédérales. Et si la chanson d'Hélène Fischer enchaîne dans son refrain en chantant « Nous sommes inséparables, un peu comme immortels », il y a fort à parier que les circonstances et l'activité politique des mois prochains ne lui donneront pas raison.